



COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICAL

7 février 2019

Une nouvelle journée de violence, avec pour cible un chef d'établissement et des personnels du lycée

Au lycée Diderot, les personnels et le chef d'établissement ont été aspergés d'essence.

La loi prévoit des sanctions lourdes pour ces actes. Faudra-t-il faire « craquer l'allumette » pour que cesse l'inacceptable ?

Malgré le soutien régulier de notre hiérarchie, nous restons vulnérables et affrontons des situations inacceptables.

Nous devons faire cesser sans délai cet état de non droit aux abords des établissements.

- Nous demandons à ce que les auteurs de ces violences soient fermement condamnés par la justice, que les sanctions soient exemplaires et connues.
- Nous revendiquons le droit de retrait en cas de mouvement, et un recours systématique aux forces de police pour protéger tous les membres de la communauté scolaire et maintenir l'ordre.
- Nous revendiquons, comme tous les personnels de la Région Ile de France, une réelle prise en compte de nos difficultés et un geste significatif de notre ministre, sans délai.

Nous sommes déterminés à utiliser tous les moyens pour lutter contre cette violence inacceptable tout en nous protégeant afin de pouvoir continuer à exercer notre métier.